

Bruxelles, le 7.8.2020  
C(2020) 5458 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 7.8.2020**

**relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République du Niger**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7.8.2020

**relative au financement d'une mesure individuelle en faveur de la République du Niger**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre d'une mesure individuelle en faveur de la République du Niger, il y a lieu d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046<sup>3</sup>, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE<sup>4</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République du Niger pour la période 2014-2020<sup>5</sup>, qui établit les priorités suivantes: la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la résilience (secteur 1), le renforcement de la capacité de l'État pour la mise en œuvre des politiques sociales (secteur 2), la sécurité, la bonne gouvernance et la consolidation de la paix (secteur 3), et le désenclavement des régions affectées par l'insécurité et les risques de conflit (secteur 4).
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>6</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à appuyer rapidement le Niger dans sa réponse sanitaire à la pandémie de COVID-19.

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

<sup>3</sup> Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1).

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>5</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République du Niger C(2014) 3882 du 16.6.2014

<sup>6</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les

- (5) L'action intitulée «Appui à la réponse COVID-19 au Niger» vise à mitiger l'impact sanitaire de la pandémie du COVID-19 sur les Nigériens et les Nigériennes. La pandémie de COVID-19, déclarée début 2020, fait peser une menace sur le système sanitaire du Niger, lequel a des capacités extrêmement limitées pour faire face aux épidémies. Plusieurs facteurs rendent par ailleurs le pays à haut risque de propagation des épidémies. Les premières estimations sur l'impact de la crise du COVID-19 du ministère des finances suggèrent un impact sanitaire important en l'absence de mesures rapides. Le Niger fait également face à des crises récurrentes sur plusieurs fronts (sanitaire, alimentaire, sécuritaire), ce qui met en compétition les faibles ressources à disposition.
- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Il convient que la Commission autorise l'éligibilité des coûts à partir d'une date antérieure à celle de la présentation de la demande de subvention, elle-même antérieure à la date d'adoption de la présente décision, pour des motifs d'extrême urgence dans le cadre d'aides à la gestion des crises ou dans d'autres situations d'urgence exceptionnelles et dûment motivées, pour lesquelles un engagement précoce de l'Union revêtirait une importance essentielle.
- (8) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de la mesure.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877.
- À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877 et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (10) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (12) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

---

dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 210 du 6.8.2013, p. 1).

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision de financement, concernant une mesure individuelle en faveur de la République du Niger, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- «Appui à la réponse COVID-19 au Niger», figurant en annexe.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 8 000 000 EUR, à financer par le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées dans l'annexe ou sélectionnées conformément aux critères fixés aux points 5.3.4, 5.3.5 et 5.3.6 de ladite annexe.

*Article 4*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 5*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément aux points 5.3.1 et 5.3.2 de l'annexe.

Les coûts antérieurs à la présentation des demandes de subvention, laquelle est antérieure à la date d'adoption de la présente décision, sont éligibles à partir des dates indiquées dans l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 7.8.2020

*Par la Commission*  
*Johannes HAHN*  
*Membre de la Commission*